

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Retraites

Revue de presse

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : mardi 7 janvier 2003

Démocratie & Socialisme

A la une de Libération mardi 7 janvier

Voici les éditoriaux consacrés ce mardi 7 janvier par les quotidiens aux vœux de Jacques Chirac aux "forces vives de la nation" :

LIBERATION

Gérard Dupuy

"Le dossier des retraites faisait trembler les hommes politiques avant même que Juppé ne paye très cher sa tentative avortée de réforme des pensions des régimes particuliers du secteur public. (...) Mais le problème reste entier sans enjoliveur idéologique. Car l'écart entre les positions syndicales et les ambitions gouvernementales telles qu'on peut les deviner ne s'est guère refermé. (...) Jugeant un compromis global hors d'atteinte, le gouvernement semble viser des négociations au cas par cas. Jusqu'à quel point ses partenaires se prêteront-ils à ce diviser-pour-gouverner ? (...)."

LA FIGARO

Jean de Belot

"C'est un plan de route ambitieux pour 2003 que Jacques Chirac a fixé hier au gouvernement (...) La réforme des retraites ? Elle devra être décidée, en concertation et non par négociation, avant l'été. (...) La France a, dans le passé, trop souvent repoussé les réformes, tantôt pour attendre la croissance, tantôt pour ne pas la freiner. Elle doit, enfin, oser se dégager des cycles. Qu'importe donc la conjoncture, les risques de guerre, les incertitudes accumulées ! Puisque le gouvernement a passé le cap de la rentrée d'automne et les heurts sociaux de l'hiver, il peut maintenant mettre à profit le temps qui lui est donné. Sans douter. L'affaire recèle deux enseignements. Le premier concerne le président de la République. Du fait du 21 avril et du tour particulier de la présidentielle, certains voulaient le limiter à un rôle représentatif. Consensuel, symbolique évidemment, mais limité. Le piège est écarté. Jacques Chirac affiche là, comme en matière de sécurité, la politique voulue par ses électeurs. Le second tient à la méthode du gouvernement. On croyait le pays réformable uniquement par rupture."

LES ECHOS

Michèle Lécluse

"La retraite à 60 ans reste, pour beaucoup de Français, la conquête sociale numéro un, accordée par la gauche après avoir été longtemps revendiquée. (...) C'est précisément pour cette raison que le chef de l'Etat refuse de toucher à cette icône : il ne veut pas courir le risque de se voir reprocher de piétiner un à un les "acquis sociaux", quand bien même celui-ci avait été dès le départ financé à crédit, comme en témoigne depuis l'équilibre financier instable des régimes de retraites complémentaires. Jacques Chirac avance une tout autre explication et se retranche derrière la liberté de choix des salariés, les uns préférant une petite pension plus longtemps, les autres une retraite confortable mais plus tard."

LA TRIBUNE

Pascal Aubert

"Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin avaient pris date avec les Français en 2003 pour engager cette adaptation fondamentale rendue indispensable par l'évolution démographique à l'oeuvre dans notre pays comme dans tous les grands pays développés. L'heure est venue de traduire les mots en actes. (...) Ce qui a toujours fait défaut jusqu'alors, ce fut la conjonction de trois choses : la détermination politique à faire des choix qui ne seront évidemment pas populaires -la réforme indolore n'existe pas-, la capacité à les expliciter à l'opinion et le courage d'engager une réforme profonde et complète qui ne soit pas uniquement destinée à passer sans encombre l'échéance électorale suivante. (...)."

L'ALSACE

Francis Laffon

"Jamais, en tout cas, la situation n'aura été aussi favorable pour sortir de l'impasse. La situation électorale est clarifiée, aucune échéance ne se profile en 2003, et l'exécutif uni dispose d'une cote de popularité très enviable. La donne syndicale est également plus lisible après des prud'homales perçues comme un échec pour Force ouvrière, la plus hostile à la réforme. Les confédérations se concertent pour éviter la cacophonie, mais le ton de la CGT, qui a travaillé au préalable en concertation avec la CFDT, est révélateur. Alors qu'il était en pointe, en 1995, contre le plan gouvernemental, Bernard Thibault, le leader cégétiste, considère lui aussi, que le statu quo n'est plus tenable et se déclare ouvert à la négociation. Le sujet reste porteur de conflits, notamment dans la fonction publique, mais il n'est plus tabou. En cette période de grands froids, on perçoit même, sur le terrain des retraites, un encourageant dégel."

LA LIBERTE DE L'EST

Olivier Kopf

"C'est un néo-septuagénaire en pleine forme et hâlé au soleil du Maroc qui a lancé hier officiellement le coup d'envoi de la réforme des retraites. Devant ce qu'on appelle les forces vives de la Nation, le président de la République a en quelque sorte brisé le tabou qui angoissait depuis des années les gouvernements successifs. Il faut bien reconnaître que Jacques Chirac n'avait plus vraiment le choix : il y a urgence ! Le locataire de l'Élysée, devant les partenaires sociaux, a délivré son ordre de mission à Jean-Pierre Raffarin, en lui fixant un cadre relativement ouvert. En ces périodes de vœux, il n'a voulu mécontenter personne et le résultat, forcément consensuel, est mi-chèvre, mi-chou (...)."

LA CHARENTE LIBRE

Jacques Guyon

"Jacques Chirac a sifflé le début de la difficile partie qui attend le gouvernement sur l'épineux problème des retraites. (...) Ce dossier ultrasensible - Michel Rocard avait dit que le sujet était susceptible de faire sauter plusieurs gouvernements - arrive certes à un moment plutôt favorable. D'abord parce que jamais des gouvernants n'auront tenu entre leurs mains à ce point toutes les clés du pouvoir. Ensuite parce que l'opinion, peu à peu, a fini par intégrer que le système ne pouvait rester en l'état au risque d'exploser et de mettre en cause la stabilité même des équilibres de notre société, équilibres basés sur la solidarité à travers les générations mais aussi entre les coûts que font peser cette solidarité et le niveau des retraites. (...)."

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST

Jean-Claude Arbona

"L'opinion publique se focalise souvent sur les avantages dont bénéficient les agents publics (37,5 années de cotisation, les six derniers mois de traitement pour le calcul de la pension et 7,85 % de cotisation) par rapport aux salariés du privé (40 années, vingt-cinq meilleures années de carrière et 9,55 % de cotisation). La plus mauvaise méthode pour aborder ce dossier serait toutefois d'opposer les catégories. Mais une autre consisterait tout autant à creuser le fossé entre public et privé. Seule, la recherche d'un maximum d'équité (qui ne veut pas dire égalité systématique) permettra de faire accepter une réforme qui, au-delà des négociations entre les pouvoirs publics et les syndicats, concerne l'avenir de tous les citoyens."

PARIS-NORMANDIE

Gilles Dauxerre

"Alain Juppé s'y était cassé les dents et Lionel Jospin avait refusé l'obstacle. Jean-Pierre Raffarin, aiguillonné par Jacques Chirac, réussira-t-il à passer l'épreuve de la réforme des retraites ? Plus encore que sur la réforme de la décentralisation, c'est sur ce dossier extrêmement sensible que le chef de l'Etat et le Premier ministre seront jugés,

puisqu'ils se sont engagés à le régler rapidement. Et, de fait, Jacques Chirac a confirmé, hier, devant les responsables économiques, syndicaux et associatifs du pays, que "les décisions nécessaires" devront être arrêtées "avant l'été". Six mois, c'est court pour résoudre cette équation qui menace, inéluctablement, l'équilibre de notre système actuel."

L'EST REPUBLICAIN

Pierre Taribo

"La réforme des retraites ratée par le gouvernement Juppé en 1995, jamais sérieusement abordée par l'équipe Jospin, revient à l'ordre du jour. Ce sera même le dossier majeur de l'année 2003. Ce qui signifie que pour Jean-Pierre Raffarin, le pain blanc s'arrête là. Et sans passer directement au pain noir, le voici au pied d'un mur difficile à franchir. Profitant du rituel des voeux, Jacques Chirac s'empare du sujet. Histoire de montrer aux Français qu'il sera très vigilant en la matière, il avance des propositions générales, donne quelques pistes, confirme que la retraite à 60 ans n'est pas menacée mais que ceux qui le voudront, pourront travailler davantage. (...)"

LA REPUBLIQUE DES PYRENEES

Henri Jacques

"Les prestidigitateurs savent à merveille à attirer le regard du spectateur par ce qu'ils manipulent d'une main quand l'autre prépare discrètement le tour suivant. Il y a de ça dans la façon dont Jacques Chirac présente sa politique économique et sociale aux français, Jean-Pierre Raffarin étant un peu le Monsieur Loyal du numéro. Le président de la République a renouvelé hier, son engagement à poursuivre en 2003 la baisse des impôts et des charges. Soit."

LES DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

Olivier Picard

"Le domaine des retraites, chacun le sait, est un terrain miné. Depuis huit ans, tous les gouvernements ont pris bien soin de le contourner. Mais cette fois il faut bien le traverser. C'est le moment de vérité tant redouté par les acteurs politiques comme par les partenaires sociaux. Une angoisse profonde que les uns et les autres ont tenté d'apprivoiser au cours des derniers mois tout en creusant leurs tranchées, pour le cas où... (...) En réaffirmant sa volonté de sauvegarder le principe de la retraite par répartition qui constitue, selon lui, "un pacte entre générations", le président de la République a su trouver les mots qui rassurent tout le monde."

L'INDEPENDANT DU MIDI

Bernard Revel

Dans la longue bataille qui s'engage sur la réforme des retraites, la première étape lancée hier par le président de la République n'est qu'un round d'observation. Ce dossier est une bombe. Elle avait explosé à la figure d'Alain Juppé en 1995. Huit ans plus tard, Jacques Chirac, miraculeusement guéri des retombées de la déflagration, a quelque raison de vouloir déminer le terrain. Son ministre des Affaires sociales, François Fillon, a la délicate mission, non pas de tirer le premier mais d'écouter les uns et les autres. Dans six mois, une décision sera prise, à promis le chef de l'Etat. Ce sera sans doute l'une des plus difficiles de sa carrière. (...) Car c'est un secret de Polichinelle : l'objectif non encore déclaré du gouvernement est d'aligner la durée de cotisation du secteur public (37,5 ans) sur celle du privé. Il a quelques mois pour persuader les syndicats que la sauvegarde du principe de la retraite par répartition est à ce prix. Le premier responsable politique que François Fillon a consulté hier est bien placé pour lui dire ce qu'il ne faut pas faire. Un certain Juppé."

LIBERATION CHAMPAGNE

Jorge Dhulst

"En donnant hier le coup d'envoi de la réforme des retraites, Jacques Chirac a mis son Premier ministre au pied du mur. Il doit fixer ses choix sur ce sujet majeur d'ici l'été. Il s'agit là d'une évolution de taille. Jusqu'à présent, le gouvernement Raffarin avait surtout défait ce qu'avait instauré la gauche. Il a remis en cause les 35 heures et donné un coup d'arrêt aux emplois jeunes. En revanche, on l'a peu vu lui-même à l'oeuvre en dehors des mesures prises par Nicolas Sarkozy en matière de sécurité. La mission que lui a imposée hier Jacques Chirac n'est pas mince. De tous les dossiers, celui des retraites s'avère de loin le plus explosif. Michel Rocard estimait dans le passé qu'il était de nature à renverser tout gouvernement. Cela n'a pas changé."

LE REPUBLICAIN LORRAIN

Maurice Padiou

"Sous la Ve République, la meilleure cure de jouvence pour un président, c'est de disposer d'une majorité opulente et d'un gouvernement à sa dévotion. Décidément béni des dieux, Jacques Chirac jouit de l'un et de l'autre. D'où la forme remarquable qu'il affiche. (...) Le chef de l'Etat n'en a pas moins mis son crédit personnel dans la balance, dans la mesure où il annonce, à haute et intelligible voix, sa volonté de voir la réforme des retraites bouclée avant la fin de l'été. Voilà le gouvernement et le Premier ministre devant leurs responsabilités. (...)."

OUEST-FRANCE

Paul Burel

"En confirmant clairement la butée des décisions avant l'été, Jacques Chirac ne se contente pas de respecter ses promesses de candidat : après tout, c'est le moins que l'on puisse attendre des responsables politiques. Il se donne surtout une redoutable obligation de résultats sur un dossier générateur de phobies autant que de craintes raisonnées, chargé de symboles politiques autant que de réalités économiques. (...) Le gouvernement a plutôt bien balisé le chantier. Il a su éviter d'agiter le chiffon rouge d'un passage en force ou de dresser le privé contre le public. Mieux : il a posé, pierre à pierre, les premiers fondements consensuels de la réforme. Vive la sécurité et l'équité des retraites !"

LA PRESSE DE LA MANCHE

Jean Levallois

"Le chef de l'Etat confirme tout d'abord qu'il n'est pas question de revenir sur la retraite à soixante ans, mais qu'il est important de permettre à ceux qui souhaitent continuer de travailler de pouvoir le faire et de transmettre ainsi leur compétence et leurs acquis à ceux qui prendront la relève. Et le Président rappelle aussi son attachement à la retraite par répartition, qu'il n'est pas question d'abandonner. Il souhaite simplement que puisse se développer - en complément - une épargne retraite. (...) A l'évidence, la réforme des retraites est nécessaire. (...) Reste qu'on ne peut, non plus, fonder le financement des retraites sur des aléas boursiers qui ne garantiraient pas un niveau régulier de rémunération. Mais il va bien falloir trouver des solutions. L'abandon des pré-retraites massives, qui ne font qu'affaiblir un peu plus les caisses de retraite, paraît d'ores et déjà une mesure probable."

LE DAUPHINE LIBERE

Hélène Pilichowski

"L'année 2003 sera-t-elle, enfin, celle de la réforme des retraites ? Jacques Chirac en a en tout cas formulé solennellement le souhait hier à l'occasion de la cérémonie des voeux aux "forces vives" du pays. (...) Echaudé par l'expérience d'Alain Juppé qui avait provoqué un tollé en tentant d'imposer en 1995 une remise à plat des régimes spéciaux avec, à la clef, l'abandon de certaines prérogatives et des "privilèges" des fonctionnaires, le chef de l'Etat s'est efforcé de ne froisser personne. (...) S'il n'a pas détaillé les "solutions" qu'il juge néanmoins "nombreuses", le président de la République devait tracer deux pistes à l'usage des partenaires sociaux."